

Service PRE
Pôle industries agroalimentaires
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCANVOL

Le Moulin Neuf
22800 SAINT-BRANDAN

Code AIOT : 0005500379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement SOCANVOL implanté au lieu-dit Le Moulin Neuf à SAINT-BRANDAN (22800). L'inspection a été annoncée le 21/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCANVOL
- LE MOULIN NEUF 22800 Saint-Brandan
- Code AIOT : 0005500379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOCANVOL exploite au lieu-dit "Le Moulin Neuf" à SAINT-BRANDAN une usine spécialisée dans l'abattage et la découpe de volailles (poules de réforme, coqs, poulets de chair et dindes).

Au titre des ICPE, les activités du site sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mai 2014. L'activité d'abattage est soumise à la directive sur les émissions industrielles pour la rubrique principale n°3641 (exploitation d'abattoir).

L'activité de découpe est quant à elle soumise à la rubrique n°2221 sous le régime de l'enregistrement.

Les capacités de production autorisées sont:

- pour l'activité d'abattage: 64 tonnes de carcasses par jour (en pointe) et 12 000 tonnes par an;
- pour l'activité de découpe: 64 tonnes de produits entrant par jour.

Le site est également autorisé au titre rubrique n°4735, pour ses installations de réfrigération fonctionnant à l'ammoniac avec une capacité maximale autorisée à 3 tonnes.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Agroalimentaire Rejets aqueux
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article Article 1.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 2.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
8	Rejets des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 4.3.2 et 4.3.12	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Prévention des risques accidentels - confinement	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Visite annuelle de l'installation NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Récupération eaux de dégivrage	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 34	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Équipements et paramètres importants pour la sécurité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Détection NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
16	Dispositif de désenfumage	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 48	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
19	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 44	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 7.1.4	/	Levée de mise en demeure
4	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 7.1.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
5	Protection du forage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 4.1.1	/	Sans objet
7	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 4.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Rejets eaux résiduaires industrielles	Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 4.3.9.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
10	Dispositions constructives SDM - Portes et ouvertures	Norme du 01/10/2020, article 5.12.1 de la norme NF EN 378-3	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Eclairage de secours	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 46	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre un plan d'actions visant à améliorer les conditions d'exploitation vis-à-vis de l'environnement et notamment sur les volets : traitement des eaux résiduaires, renforcement de la sécurité en matière de circulation, installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac et lutte contre l'incendie.

L'inspection constate en effet des progrès par rapport aux visites d'inspection du 19/07/2023 et 20/08/2023 qui avaient notamment conduit le préfet des Côtes-d'Armor à signer des arrêtés préfectoraux de mise en demeure.

Néanmoins, le service d'inspection constate toujours des manquements dans l'entretien et la propreté de certains endroits du site qui sont mentionnés dans le rapport.

La visite d'inspection du 06/02/2024 avait également permis de constater un retour des niveaux d'abattage et de découpe sous les seuils autorisés, cependant, le service d'inspection a de nouveau constaté des dépassements récurrents des volumes de production autorisés depuis ce dernier contrôle.

Par conséquent, le service d'inspection propose à la signature du préfet des Côtes-d'Armor un nouveau projet de mise en demeure pour respecter les capacités de production autorisées pour les activités d'abattage et de découpe de volailles du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article Article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées - <u>Rubrique n°3641 / 2210</u> : Exploitation d'abattoir Capacité autorisée : 64 t/jour en pointe et 12000 t/an. Régime : A - <u>Rubrique n°2221</u> : Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale Capacité autorisée : 64 t/jour de produits entrants Régime : E - <u>Rubrique n°4735</u> : Ammoniac Capacité autorisée : 3 tonnes Régime : A

- Rubrique n°2921 : Refroidissement évaporatif par dispersion dans un flux d'air
 Puissance thermique évacuée : 2130 kW
 Régime : DC

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les données d'abattage et de découpe pour les années 2024 et 2025. Ces données ont été actualisées suite à l'inspection (partie découpe) et communiquées à l'inspection le 17/12/2025.

Sur la base de ces données, les tonnages de volailles abattues et découpées sont les suivants:

- **Activité abattage :**

	2024 <i>(02/01 au 31/12)</i>	2025 <i>(02/01 au 28/11)</i>
Tonnage annuel* (capacité autorisée : 12 000 t/an)	16927,03 t	18317,87 t
Ecart/ au tonnage annuel autorisé	+ 4297 t (+35%)	+ 6317,87 t (+53%)
Moyenne journalière (t)	64,67	79,64
Tonnage max journalier (capacité autorisée : 64 t carcasses/jour)	155,55 t	138,95 t
Tonnage min journalier	17,48 t	30,30 t
Nb de jours d'abattage	252	230
Nb de jours d'abattage > au seuil autorisé (64 t/j)	130 <i>(soit + de 51 % de jours en non-conformités)</i>	195 <i>(soit 85 % de jours en non-conformités)</i>
Nb de dépassements par rapport à la situation future demandée par l'exploitant (90 t/j)	16 <i>(soit + de 6 % de jours en non-conformités)</i>	61 <i>(soit + de 26 % de jours en non-conformités)</i>

* toutes espèces confondues (poulets, poules, coq, dindes, baby dindes).

Le volume de production renseigné dans GEREP pour l'année 2024 est de 16887 tonnes.

- **Activité découpe :**

	2024 <i>(02/01 au 31/12)</i>	2025 <i>(02/01 au 28/11)</i>
Tonnage annuel*	9360,10 t	13350,25 t
Moyenne journalière (t)	33,79 t	54,71 t
Tonnage max journalier (capacité autorisée : 64 t/jour)*	66,30 t	110,26 t
Tonnage min journalier	1,52 t	16,97 t
Nb de jours de découpe	277	244

Nb de jours de découpe > au seuil autorisé (64 t/j)	3	56
Nb de dépassements par rapport à la situation future demandée par l'exploitant (75 t/j)	0	12

** poulets mâles et femelles - données actualisées par l'exploitant suite à l'inspection pour prendre en compte les volumes entrant en découpe*

*** données du 04/09/2025 exclue car erronée (566,61 t ?)*

On note d'une part, pour l'abattage comme pour la découpe des tonnages en pointe bien supérieurs aux volumes autorisés mais aussi aux volumes en projet.

D'autre part, le nombre dépassements pour les activités d'abattage et de découpe sont en augmentation constante chaque année.

Il a été demandé à l'exploitant de se positionner vis-à-vis de ces tonnages qui dépassent déjà les valeurs sollicitées dans le dossier en cours d'instruction déposé le 29 juillet 2025.

En effet, un dossier de porter-à-connaissance du préfet et le formulaire de demande au cas par cas associé visent à l'augmentation du tonnage d'abattage autorisé de SOCANVOL de 64 à 90 t de carcasses par jour au titre de la rubrique ICPE n° 3641, et du tonnage en entrée découpe de 75 t/jour au titre de la rubrique ICPE n° 2221.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le 30 décembre 2025 un courrier dans lequel il se positionne vis-à-vis des tonnages sollicités dans le cadre du dossier de porter-à-connaissance et du formulaire de cas par cas déposés le 29 juillet 2025.

Il précise la volonté à terme de convertir le site de SOCANVOL à St-Brandan pour l'abattage de poulets femelles et de poules, ce qui réduirait le tonnage abattu à nombre de volailles équivalent, étant donné que les poulets femelles pèsent en moyenne 1,8 kg vif, contre 3,5 kg en mâles.

La situation présentée dans le courrier pour l'activité d'abattage serait alors la suivante:

- Poulet femelle : 50 000 sujets / jour x 1,80 kg vif x 0,68 (rendement d'abattage) ≈ 62 t de carcasses /jour ;
- Poule : 40 000 sujets / jour x 1,85 kg vif x 0,56 (rendement d'abattage) ≈ 42 t de carcasses par jour.

Soit au total : 104 t de carcasses par jour.

Par conséquent SOCANVOL envisage de modifier sa demande pour la porter à une autorisation de **110 t de carcasses par jour en pointe au titre de la rubrique 3641**.

En ce qui concerne la découpe SOCANVOL souhaite conserver sa demande initiale **à la valeur de 75 t de carcasses en pointe** en entrée découpe au titre la rubrique 2221 sous le régime de l'enregistrement.

Evolution de la situation administrative suite au positionnement de l'exploitant vis-à-vis des tonnages projetés :

Situation autorisée par l'APA du 19/05/2024				Situation projetée			
N° de rubrique	Désignation des activités	Capacité autorisée	Régime	N° de rubrique	Désignation des activités	Capacité autorisée	Régime
3641	Exploitation d'abattoirs, [...]	64 t tonnes/j en pointe	A	3641	Exploitation d'abattoirs, [...]	110 t tonnes/j en pointe	A
2221 - B	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale [...] Autre installation que celle visée au A (classement rubrique 3642) La quantité de produits entrant étant supérieure à 2 tonnes/jour.	64 t tonnes/j en pointe	E	2221	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, [...] et des activités classées par ailleurs. La quantité de produits entrant étant : - supérieure à 4 t/j	75 t tonnes/j en pointe	E

Au regard de ces nouveaux éléments communiqués le 30/12/2025, l'inspection considère que le formulaire de demande d'examen au cas par cas et le dossier de porter-à-connaissance déposés le 29/07/2025 complété le 10/10/2025, ne sont pas en adéquation avec l'activité réelle du site et la capacité d'abattage maximale, 110 tonnes/jour, sollicitée par la société SOCANVOL dans son courrier du 30/12/2025.

La demande déposée le **29/07/2025 complété le 10/10/2025 est donc jugée irrecevable**. Ces éléments seront transmis par le rapport d'instruction transmis en parallèle.

Les dépassements des volumes autorisés sont récurrents et de plus en plus importants, le service d'inspection:

- transmettra au préfet un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mai 2014.
- établira un procès verbal de constatation à l'attention du procureur de la république pour exploitation non conforme d'une installation classée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- En ce qui concerne les dépassements des capacités de production, le service d'inspection demande à l'exploitant de **réduire ses capacités d'abattage et de découpe aux seuils autorisés à savoir 64 t/jour et 12 000 t/an.**
- Pour la demande d'augmentation des volumes de production:

Ce projet entraînant une augmentation conséquente de plus de 72 % pour l'activité d'abattage et plus de 15 % de découpe. L'exploitant devra déposer un nouveau dossier de porter-à-connaissance du préfet avec un formulaire de demande au cas-par-cas visant à l'augmentation du tonnage d'abattage autorisé de 64 à 110 t de carcasses par jour au titre de la rubrique ICPE n° 3641, et du tonnage en entrée découpe de 75 t/jour au titre de la rubrique 2221.

L'exploitant communiquera également les données de production d'abattage et de découpe pour la fin d'année 2025 (à compter du 29/11/2025 jusqu'au 31 décembre 2025) et du mois de janvier 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 30 jours
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets,</p>
Constats : <p>Le jour du contrôle, il a été constaté que des travaux d'aménagement et d'entretien des abords et des bâtiments ont été entrepris par l'exploitant depuis la précédente visite avec notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> le bardage au niveau de l'accès au local "produits chimiques" et rotosieve et le plafond ont été rénovés ; le local sous-produits animaux C3 a été rangé, nettoyé et équipé d'un éclairage adéquat. <p>Néanmoins, des non-conformités relatives à l'entretien perdurent sur certains points:</p> <ul style="list-style-type: none"> la stagnation d'effluents au sol proche du rotosieve et un manque d'entretien de cette zone demeure (cf.photos n°1 à 4). Sur ce point, l'exploitant a communiqué le 17/12/2025 un devis et un bon de commande pour la modification du châssis de la trémie et la de goulotte. l'arceau de protection sous le bardage du local des produits chimiques est détérioré (choc) (cf.photo n°5) ; le mauvais état d'entretien et de propreté du sol, des murs et des conduites (pompes à plumes) situés proches de la zone de stockage silo à sang. Des traces de déversement d'effluents sont observés (photos n°6 à 8); la présence de palettes en bois entreposées très proche et le long des bâtiments (photos n°9 et 10). le bardage du local renfermant les équipements de traitement des eaux usées et de centrifugation des boues s'est encore dégradé (corrosion du bardage) depuis la précédente visite (photos n°11 à 14).

En conséquence, la prescription est en partie vérifiée et ce point de la mise en demeure sera levé à réception du plan d'action et des éléments justificatifs complémentaires attestant de la réalisation des mesures correctives.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il conviendra à l'exploitant de: <ul style="list-style-type: none"> • finaliser l'entretien et les travaux d'aménagement sur le site et la réfection des structures ; • de stocker les palettes sur une zone suffisamment éloignée des bâtiments afin de prévenir la propagation d'un incendie ; • de proposer un nouvel échéancier pour la réalisation des travaux d'aménagement des structures du local physico-chimique de la STEP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective – mise en demeure respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 60 jours
Prescription contrôlée : Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence.
Constats : Présence d'un portail coulissant, d'une barrière à l'entrée du site avec un interphone. Pour les piétons accès avec un portillon, ouverture avec badge. Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence. Un dispositif de vidéo-surveillance est présent sur site. En conséquence, cette prescription est vérifiée et ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 septembre 2023 est levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 71.5
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation dans l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective – Mise en demeure respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30 jours
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p>
Constats : <p>Les conditions de circulation se sont améliorées sur le site. Un panneau signalétique affichant le plan de circulation des véhicules est normalement installé à l'entrée du site. Celui-ci a été arraché par un transporteur et n'était pas installé le jour du contrôle.</p> <p>L'exploitant transmettra un justificatif de mise en place du nouveau panneau.</p> <p>En conséquence ce point de la mise en demeure du 11 septembre 2023 est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Protection du forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Protection du forage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 30 jours
Prescription contrôlée : [...] Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m ² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. [...] [...] Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique. [...]

Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

Constats :

Forage 1 : Mise en place d'avertisseurs lumineux sur la margelle pour sécuriser le forage et la margelle.

Les deux forages sont identifiés avec une plaque portant leur numéro BSS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnement en eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Débit maximal (m³)		Prélèvement maximal annuel
	Horaire	Journalier	
Eau souterraine Forage 1 (récépissé 1998)	15 m³	-	75600 m³
Eau souterraine Forage 2 (1977)		-	
Réseau public	-	-	

Constats :

L'exploitant a effectué le diagnostic "ECODO'PRO" via la CCI 22.

Il prévoit la mise en place de 12 sous-compteurs et un dispositif de relevé automatique.

Il existe déjà des sous-compteur sur la plumeuse, le poste d'échaudage, la REUTE (Eutr quais vifs et station de lavage des camions) et le fonctionnement de la TAR.

Selon l'exploitant le plan ECODO permet une économie d'eau entre 10 000 et 15 000 m³ par an.

Par courriel du 17/12/2025, le directeur qualité du groupe précise qu'une étude Certinergy est en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra dans un délai d'un mois :

- transmettre au service d'inspection le compte-rendu de l'étude Certinergy ;
- les données de prélèvements et consommation d'eau pour l'année 2025 en distinguant l'eau provenant des forages et du réseau AEP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 30 jours
Prescription contrôlée : <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de dis-connexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,),- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : <p>Un plan des réseaux a été transmis en annexe du dossier de porter à connaissance déposé le 25 juillet 2025.</p> <p>Par courriel du 17/12/2025, le directeur qualité a transmis un plan complété avec la localisation de l'arrivée de l'AEP.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 4.3.2 et 4.3.12
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et rejets des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 30 jours
Prescription contrôlée : <p><u>- Article 4.3.2 :</u></p> <p>Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.</p> <p>La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations</p>

en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

- Article 4.3.12 :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° (Cf repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Surface imperméabilisée : 24 540 m² (toitures et voiries et autre surface imperméabilisées)

Volume total du bassin de régulation : 1 470 m³

Débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel :

- 1^{re} conduite d'évacuation : 7,4 l/s soit 27 m³/h

- 2^e conduite d'évacuation : 29 l/s soit 104,4 m³/h

Débourbeur/séparateur à hydrocarbures en amont du bassin.

Le bassin est également équipé en sortie d'un dispositif de régulation et d'une vanne d'obturation sur chaque canalisation afin de stocker en attente de traitement les eaux pluviales polluées ou les eaux d'extinction d'un incendie.

La qualité des eaux en sortie du bassin tampon est suivie régulièrement.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet de toutes les eaux pluviales non polluées (bassin tampon + parking personnel) dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous:

Paramètres	Concentration
DCO	100 mg/l
MES	35 mg/l
NTK	10 mg/l
Pt	1 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l

Constats :

L'exploitant a présenté un bon d'intervention de la société SALAUN : intervention le 07/02/2024 et le 15/11/2024 sur les deux débourbeurs - séparateurs d'hydrocarbures.

Un prélèvement pour analyse NC DCO NK PT a été effectué le 03/09/2025 (cf annexe 2 tableau extrait du complément de dossier du cas par cas du 10/10/2025) en sortie bassin d'orage. Les résultats des analyses du 27/11/2024 en sortie du séparateur avant bassin sont conformes.

Les résultats de l'analyse du 03/09/2025 sortie bassin pluvial sont non conformes en azote (NK), DCO et phosphore. L'exploitant explique ses valeurs par une dégradation de la qualité des eaux lors de leur passage dans le bassin, liée en partie à un apport de matières organiques (feuilles des arbres entourant le bassin). Un curage du bassin est prévu.

L'exploitant précise qu'une analyse des eaux pluviales sortie HC2 (hangar quai vif) - Réseau Est sera réalisée lors du prochain épisode pluvieux.

Le curage de bassin n'a pas été effectué.

Les prélèvements pour analyse sur 2^{ème} débourbeur n'ont pas été effectués

La géomembrane du bassin d'eau pluviale est dégradée et présente un défaut d'étanchéité. (cf.photo n°15).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il conviendra à l'exploitant:

- de procéder à des analyses sur le 2^e débourbeur (HC2) ;
- de procéder au curage du bassin de rétention (bassin de régulation des eaux pluviales) ;
- de corriger la notice technique et le dossier relatif à l'implantation du hangar, sur la partie gestion et collecte des eaux pluviales et usées ;
- de transmettre les éléments techniques sur le dimensionnement des débourbeurs (HC1 et HC2) ;
- de rendre étanche la géomembrane du bassin d'eau pluviale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rejets eaux résiduaires industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2014, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective – Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 30 jours

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les

valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Paramètres	Concentration	Flux admissibles
DCO	70 mg/l	14,70 kg/j
COD	50 mg/l	10 kg/j
DBO5	20 mg/l	4,2 kg/j
MES	10 mg/l	2,1 kg/j
N-NH4	6 mg/l	1,26 kg/j
NTK	10 mg/l	2,1 kg/j
NGL	15 mg/l	3 kg/j
Pt	1 mg/l	0,2 kg/j

Constats :

Un audit de la station de traitement réalisé par un prestataire externe en 2025 a permis d'engager des améliorations en matière de rejet notamment sur les paramètres phosphore et azote global.

<p>Une meilleure maîtrise de l'injection des polymères ainsi qu'une optimisation de l'aération ont contribué à améliorer l'abattement du phosphore et de l'azote global.</p> <p>Les résultats d'autosurveillance pour l'année 2025 ont bien été renseignés dans l'application GIDAF.</p> <p>Les tableaux joints en annexe 1 permettent de faire une comparaison des rejets au milieu entre l'année 2024 et l'année 2025.</p> <p>Malgré la survenance de certains dépassements, on constate une amélioration sur l'ensemble des macro-polluants et une conformité aux VLE autorisées, depuis avril 2025.</p> <p>En effet, les rejets d'eaux traitées dans le Gouët sont conformes aux VLE autorisées en concentration et en flux sur l'ensemble des paramètres de mai à octobre 2025. Des dépassements sont constatés sur les paramètres NH4 (1 valeur en flux et concentration mais < à 2 fois la VLE) et NGL (2 valeurs en flux et en concentration mais < à 2 fois la VLE) en novembre 2025 et en NGL (4 valeurs en flux et en concentration dont 2 valeurs > à 2 fois la VLE) et Pt (1 valeur en flux et concentration mais < à 2 fois la VLE) en décembre 2025.</p> <p>Les dépassements en NGL sont expliqués par l'exploitant par un problème sur les boues activées. Les températures basses en décembre 2025 peuvent également expliquer une baisse de l'activité des bactéries dénitrifiantes.</p> <p>Concernant <u>les rejets d'eaux prétraitées vers la STEP de Saint-Brandan</u>, 7 valeurs sur 46 mesures en concentration de DCO (de janvier à décembre 2025) dépassent la VLE fixée la 800 mg/L sans dépassement des flux autorisés. Pour le paramètre NTK 1 valeur sur 46 dépasse la concentration nouvellement conventionnée fixée à 150 mg/l (octobre 2025) mais il n'y a pas eu de rejet du 04 au 21 octobre vers la Step Grénieux de Saint-Brandan.</p> <p>En conséquence, les dispositions de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2014 sont vérifiées et ce point de la mise en demeure du 11 septembre 2023 peut être levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 10 : Dispositions constructives SDM - Portes et ouvertures

Référence réglementaire : Norme du 01/10/2020, article 5.12.1 de la norme NF EN 378-3
Thème(s) : Risques accidentels, Portes et ouvertures
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective – mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 30 jours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les salles des machines doivent avoir des portes s'ouvrant vers l'extérieur et en nombre adéquat pour assurer l'évacuation des personnes en cas d'urgence.</p> <p>Les portes doivent être étanches et à fermeture automatique. Elles doivent être conçues de manière à pouvoir s'ouvrir de l'intérieur (système anti-panique). Les portes doivent être de construction coupe-feu résistant pendant au moins une heure, grâce à des matériaux et une</p>

construction soumis à essai conformément à l'EN 1634. Il ne doit y avoir aucune ouverture permettant le passage involontaire de fluides frigorigènes, de vapeurs, d'odeurs et de tout autre gaz s'échappant vers un espace occupé.

Constats :

- Extrait du dossier de demande de cas-par-cas de juillet 2025 :

« 3.2.2.2. Dispositions constructives

Les locaux jugés à risque possèdent des parois coupe-feu 2 heures. Il s'agit :

- *du local électrique abritant les cellules haute tension, les 2 transformateurs électriques et les 2 TGBT ;*
- *de la salle des machines abritant les compresseurs NH3 ;*
- *du local bouteilles NH3 (travaux en cours pour le rendre coupe-feu vis-à-vis de la salle découpe) ;*
- *du local abritant la pompe à chaleur NH3 ;*
- *du local de charge présent au Sud-Est de l'usine.*

Les distances existant entre le bâtiment de production, le bâtiment de la station d'épuration, le hangar d'attente des camions de volailles, le local de traitement d'eau de forages et l'habitation la plus proche située à l'Ouest de l'usine limitent les risques de propagation d'incendie d'un bâtiment à l'autre. »

L'exploitant a procédé au retrait de l'ancienne porte d'accès au local compresseur via le local pompe RIA, cet accès ayant été comblé par un mur en parpaing;

La salle des machines a été rendue étanche par la finition des contours de l'ensemble des portes d'accès.

Il indique dans son plan d'action que les documents attestant du caractère et degré coupe-feu des portes ont été fournis par CTIS en décembre 2024.

En conséquence, cette prescription est vérifiée et ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 septembre 2023 mise en demeure peut-être levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 11 : Prévention des risques accidentels - confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien de la salle des machines

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : -

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollutions accidentelles de l'air, des eaux ou des sols.

Constats :

- Extrait du rapport de l'audit annuel externe du 08/01/2025:

Les dispositions à prévoir restant à mettre en œuvre sont les suivantes:

- finaliser les stations de vannes (CF- et Tunnel) sur la passerelle côté SDM (en cours) ;
- finaliser le confinement en toiture (éclairage, affichage réglementaire sur la porte et détection NH (à installer).

Dans le plan d'action NH3 mis à jour par l'exploitant le 26/11/2025 et transmis en amont de l'inspection l'exploitant indique que le confinement en toiture a été réalisé.

Il indique également que le confinement des stations de vannes (CF- et tunnel) sur la passerelle côté SDM nécessite des travaux trop complexes. Des investissements pour la refonte du tunnel + et CF négative est prévu.

Par ailleurs, il mentionne que le trou de passage de tuyauterie entre le local bouteille BP vers les tunnels (au-dessus du local TGBT) sera boucher fin décembre 2025.

Par courriel du 17/12/2025, le directeur qualité du groupe a transmis au service d'inspection :

- un devis concernant la réfection des cuvettes de rétention et la récupération des condensats du ressuage dynamique et l'installation d'un pH-mètre (dans la chambre froide positive + confinement en toiture) ;
- une étude de MATAL pour le projet de réduction des quantités d'NH3 sur le site (sous le seuil de 1500 kg)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier que ces actions correctives ont été mises en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Visite annuelle de l'installation NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Visite annuelle

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30 jours

Prescription contrôlée :

Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le rapport de la visite annuelle de la salle des machines réalisée le 08 janvier 2025 par un prestataire externe a été communiqué au service d'inspection.

<p>Des non-conformités constatées lors de la dernière visite d'inspection persistent. Quatorze points non-conformes sont toujours observés.</p> <p>Le plan d'action transmis par l'exploitant et mis à jour le 26/11/2025 apporte des précisions pour le respect des prescriptions aux articles 2, 15, 32, 42, 44, 45, 48 et 53 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 16/07/1997.</p> <p>Il précise également que:</p> <ul style="list-style-type: none"> le confinement des stations de vannes nécessitent des travaux trop complexes, et qu'une étude pour la refonte du tunnel et de la chambre froide négative est prévu; (cf.fiche de constat n°11) ; l'extracteur NH3 est reçu et l'installation est prévu fin décembre 2025.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre le plan des actions finalisées dans un délai de 1 mois à réception du rapport d'inspection.</p> <p>Il communiquera également à l'inspection le rapport de la visite annuelle de l'année 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 13 : Récupération eaux de dégivrage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 34</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Système de récupération et vérification</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rejet direct d'eaux de refroidissement ou de chauffage ainsi que des eaux de dégivrage provenant des circuits alimentant des échangeurs et appareillages dans lesquels circule l'ammoniac ne peut être effectué qu'après avoir vérifié que ces eaux ne soient pas polluées accidentellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas de fuite d'ammoniac des stations de vannes situées en toiture, l'eau est collectée dans le bassin d'orage (dernier rapport d'audit annuel).</p> <p>Les eaux de dégivrage des stations de vannes ne peuvent pas aller dans le bassin pluvial. Un contrôle du pH pour détecter une éventuelle fuite puis rejet vers les eaux usées doit être mis en œuvre.</p> <p>Dans l'EDD de juin 2022 (p.38 et 51), il est mentionné que pour le phénomène dangereux lié à une petite brèche sur la tuyauterie liquide MP au-dessus de la toiture (PhD3 extérieur), que l'ammoniac</p>

<p>s'écoulera sur le toit puis dans les eaux pluviales et que « <i>Heureusement le réseau des eaux pluviales est collecté vers la STEP</i> »</p> <p>Le plan des réseaux présenté dans le dossier de porter à connaissance du 29/07/2025 ne mentionne pas le raccordement des eaux pluviales collectées en toiture vers le réseau des eaux usées.</p> <p>Les eaux de dégivrage, même après contrôle (pH) ne peuvent rejoindre le réseau des eaux pluviales, ces eaux dites « polluées » doivent être raccordées au réseau des eaux usées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra au service d'inspection les modalités de récupération et les justificatifs associés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des eaux de dégivrage • en cas de fuite de tuyauterie liquide MP en toiture.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 14 : Équipements et paramètres importants pour la sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Compte-rendu EIPS</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30 jours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation. [...]</p> <p>L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants, pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme. [...]</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans. [...]</p>
<p>Constats : - <u>Rapport d'audit annuel du prestataire externe du 08/01/2025:</u></p> <p>Observations: "<i>report des alarmes défauts SDM NH3 à la maintenance et sur le téléphone d'astreinte du technicien</i>".</p> <p><i>Prévoir le raccordement de la nouvelle centrale NH3 (PAC) sur le téléphone d'astreinte. Travaux prévus en 2024".</i></p> <p>L'exploitant a joint la facture d'alarme (en pièce jointe).</p>

<p>Dans le plan d'action mis à jour le 26/11/2025, l'exploitant précise que le contrôle des EIPS est prévu en décembre 2025.</p> <p>Le rapport de contrôle n'a pas été transmis à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le dernier rapport de contrôle des EIPS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 15 : Détection NH3

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection NH3</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30 jours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.</p> <p>L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ; • le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil). <p>Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.</p>

Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.

Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur.

Des dispositifs complémentaires, visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport de mise en service de la détection n° 251125081504 du 19/11/2025.

La mise en service de la détection gaz dans la salle des machines NH3 et le test d'asservissement ont été réalisés.

Le dispositif comprend :

- une centrale MX43
- 2 capteurs OLCT50 NH3 (0-5000ppm)
- 1 capteur CTX300 NH3 (0-1000ppm)
- 2 capteurs OLC100 NH3 (0-100%lie)
- 7 capteurs OLCT100 NH3 (0-5000ppm)
- réglage du zéro et de la sensibilité au gaz étalon
- pose de l'étiquette de contrôle

Le système de détection des gaz est conforme.

Néanmoins, le rapport précise : « **Contrôle alimentation secourue : Aucune alimentation de secours** ».

Les dispositifs de sécurité doivent disposer d'une alimentation secourue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Dispositif de désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de désenfumage

Prescription contrôlée :

Les salles de machines doivent être équipées en partie haute de dispositifs à commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à l'extérieur du risque et à proximité des accès. Les commandes des dispositifs d'ouverture doivent facilement être accessibles.

Constats : L'exploitant s'est engagé à mettre en place, fin décembre 2025, un extracteur NH3 coupe-feu 120 minutes, qui peut faire office de dispositif de désenfumage dans la SDM. Présence d'une trappe de désenfumage dans le local bouteille BP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier de la mise en place de cet extracteur et de son câble d'alimentation avec leurs caractéristiques coupe-feu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Éclairage de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Eclairage de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30 jours
Prescription contrôlée : L'éclairage de secours et les moteurs de la ventilation additionnelle restant sous tension doivent être conçus conformément à la réglementation en vigueur. ' Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées après leur installation ou modification. Un contrôle doit être effectué par un organisme agréé tous les trois ans au moins. Cet organisme doit très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Un bloc de secours a bien été installé au-dessus de la porte donnant vers l'extérieur dans le local bouteille BP (cf.photo n°16).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau de détection incendie – système d'alarme
Point de contrôle déjà contrôlé :

<ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue :
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit implanter de façon judicieuse un réseau de détection incendie, au besoin en s'assurant du concours des services internes à l'établissement ou d'entreprises spécialisées.</p> <p>Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de garde, PC incendie, etc.).</p>
<p>Constats :</p> <p>- <u>Rapport d'audit du prestataire externe du 09/01/2024:</u> Observations: "Un seul capteur incendie dans la sdm froid au niveau des compresseurs. Revoir la détection incendie sur l'ensemble du système frigorifique". Une étude est en cours pour refaire la détection incendie de l'usine."</p> <p>Dans son plan d'action transmis en amont de l'inspection et mis à jour le 28/11/2025, l'exploitant précise qu'une centrale de détection pour l'usine a été installée avec une détection uniquement en SDM, dans le local bouteilles, le local PAC, le local cartons et le local de charge près de la chambre froide négative.</p> <p>Les détecteurs n'ont pas été observés le jour du contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra à l'exploitant d'apporter les justificatifs de réalisation de cette action (transmission de photos, étude préalable à la détection incendie, bon d'intervention du prestataire, test de fonctionnement, ...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 19 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 44</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens mis en œuvre</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 60 jours
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'installation doit être pourvue en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Leur nature et leur implantation sont définies en liaison avec l'inspection du travail et l'inspection des installations classées.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en tout lieu du site.

Le réseau d'eau incendie doit être conforme aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau seront munis de raccords normalisés. Ils doivent être judicieusement répartis dans l'installation, notamment à proximité des divers emplacements de mise en oeuvre ou de stockage de liquides ou de gaz inflammables. Ces équipements doivent être accessibles en toute circonstance.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.

Dans les installations où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque ou encore d'utiliser des matériels susceptibles de générer des points chauds. sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Constats :

Dans les éléments présentés dans le dossier cas-par-cas et les compléments apportés le 10/10/2025, il est précisé que:

La DECI a été validée par le SDIS22.

Le site dispose de :

- dix Robinets d'Incendie Armés (RIA) dont la pose récente d'un RIA proche de l'entrée de la salle des machines ;
- des extincteurs portatifs ;
- une réserve en eau incendie de 540 m³ associée à trois bouches de diamètre 100 mm ;
- une poche souple de 250 m³ avec 2 bouches constatée le jour du contrôle (cf.photos n°17 et 18).

L'exploitant a mis à jour son Plan d'Opération Interne, actualiser la procédure de fermeture de la vanne de confinement du bassin d'orage et précise avoir formé une partie de personnel en septembre 2025 aux règles de lutte contre le feu, à la mise en oeuvre des moyens de première intervention disponibles et à la procédure d'évacuation du site en cas de nécessité. .

L'exploitant sollicitera le service de prévention du SDIS22 pour une reconnaissance opérationnelle initiale, suite à la mise en eau de la réserve souple.

Par ailleurs, dans le plan d'action mis à jour le 28/11/2025, l'exploitant précise les éléments suivants:

- le débroussaillage et l'installation d'un panneau vanne barrage "eau orage" a été réalisé fin 2024 (vu le jour du contrôle – cf.photo n°19);

- l'installation d'une vanne à manette type tenon pour le bassin d'orage a été effectué fin 2024 (vu le jour du contrôle – cf.photo n°20);
- un panneau stationnement pompier a été installé ;
- la vérification des extincteurs a été réalisée en mars (GSIS)
- un point de rassemblement est disponible sur le site.

L'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé d'exercice d'évacuation du personnel. La date n'a pas été programmée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre au service d'inspection :

- les attestations de formation du personnel sur aux règles de lutte contre le feu, à la mise en œuvre des moyens de première intervention disponibles et à la procédure d'évacuation du site en cas;
- la date de réalisation de l'exercice d'évacuation et les conclusions de l'exercice.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois